



ARRETE TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION

N° CIRC-2026-087

Le Maire de la commune de Neydens,

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et les suivants; relatifs au pouvoir de police de la circulation du Maire,

Vu le code général des Propriétés des Personnes Publiques,

Vu le code de la Route,

Vu le code de la Voirie Routière,

Vu le code Pénal notamment l'article R.610-5,

Vu le code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article R.511-1,

Vu la demande de l'entreprise GALLIA représenté par M. Alexandre GOJKOVIC.

Considérant qu'en raison de la rénovation du bâtiment de l'ancienne école, 10 chemin Neuf à Neydens, il convient de sécuriser la circulation de manière temporaire.

ARRETE

Article 1

Durant la période du **18/08/2026 au 18/08/2027**, le cheminement des piétons est dévié au droit du chantier selon le plan ci-après.

Article 2

Une signalisation temporaire appropriée ainsi qu'un barriérage au droit de la zone précédemment définie est mis en place, et maintenu en parfait état par l'entreprise GALLIA représenté par M. Alexandre GOJKOVIC - tel : 04.50.48.01.99 , à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle.

Le marquage des passages piétons temporaires est réalisé en couleur jaune, les passages piétons supprimés pour la durée des travaux sont peints en noir afin d'être masqués.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la date de signature de cet acte sous réserve de la mise en place de l'ensemble de la signalisation routière.

Article 3

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les forces de l'ordre et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4

Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 6

Une ampliation est transmise à :

- La gendarmerie de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS,
- Le SDIS 74,
- L'entreprise GALLIA.

Article 7

Conformément à l'article R.102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Neydens, le 20 AOUT 2026

Le Maire,



Carole VINCENT



Passage piétons temporaire



passage piétons supprimés pendant la durée du chantier